

Pour que "Le Libertaire" puisse mener à bien son action d'émancipation, il lui faut le concours dévoué de tous les Anarchistes Révolutionnaires.

Plus que jamais, amis lecteurs, soutenez-le, diffusez-le.

# Le Libertaire

Administration : PIERRE ODEON  
72, rue des Prairies, Paris (20°)  
(Chèque postal : Odeon 950-32 Paris)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an... 22 fr.	Un an... 30 fr.
Six mois... 11 fr.	Six mois... 15 fr.
Trois mois... 5,50	Trois mois... 7,50

Chaque postal : P. Odeon 950-32

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

## Avant les Elections

Nous vivons actuellement une crise économique comme l'histoire n'en a jamais connue. La guerre dernière a fait perdre des valeurs énormes jusqu'à ce jour, la guerre, moyen commercial favorable à quelques trafiquants, a de nos jours des répercussions si graves qu'elle désorganise entièrement notre planète. Elle ne paie plus le vainqueur et elle sème tant de misères que vainqueurs et vaincus sont aussi piteux, aussi misérables, les uns que les autres ; elle ruine invariablement tous ceux qui sont assez absurdes pour la faire. Nous en connaissons les résultats, misère générale, mondiale, appauvrissement de nations, banqueroutes et faillites. Mais les soubresauts d'une économie en déroute sont encore favorables à quelques négriers, les possesseurs de livres et de dollars font main-basse sur les richesses nationales, les financiers de Wall-Street notamment qui sont des plus représentatifs et des plus puissants de cette mafia internationale, manœuvrant de telle sorte que d'ici peu d'années le vieux monde sera à leur merci.

L'équilibre a été trop gravement compromis pour espérer un redressement du simple jeu normal de nos institutions qui ne sont pas à la hauteur du problème à résoudre. Nous n'avions jamais enregistré encore à ce jour des phénomènes monétaires dont les oscillations avaient autant d'amplitude, les financiers ne jonglaient pas avec les milliards, les astronomes seuls ayant le privilège de ces mesures, il a fallu la guerre pour faire enfler notre monnaie au point d'éclater, riches et pauvres en subissant ou en subissant les conséquences : les riches parce qu'il arrivait, fatalement et ce sera justice, que les pauvres étant accablés à la misère exigèrent des conditions matérielles en rapport d'un standard de vie minimum, la richesse sera en conflit avec la pauvreté c'est inévitable ; quant au pauvre dont la capacité d'achat va chaque jour diminuant il importe de savoir que sa patience a et aura des bornes. Si l'éducation est impuissante, comme facteur révolutionnaire immédiat sur la Masse, les conditions économiques, imprévisibles actuellement, si l'on continue les mêmes méthodes, feront obligation à l'individu de lutter afin de vivre.

Nous n'aspérons pas après la catastrophe qui dans l'état actuel des esprits n'amènerait aucun changement sérieux, une révolution sans programme économique ne ferait que déplacer l'oppression ; mais nous dénonçons les événements que l'incohérence des gouvernements prépare. Près de dix années après la paix l'on ne pratique qu'un seul moyen d'équilibrer un budget impossible : l'impôt. L'impôt indirect surtout qui donne le plus clair des ressources ; qui est l'impôt de la misère.

Les jongleries d'un Poincaré peuvent faire illusion sur la masse, elles ne peuvent pas tromper l'homme un peu averti. Il est évident que la politique de confiance a joué en faveur de Poincaré, Herriot, qui est pourtant une moule de taille, n'ayant pas donné suffisamment de gages à la ploutocratie, a vu les finances de l'Etat mises en péril ; il fallut Poincaré-la-Confiance, l'homme des trusts et du charlatanisme patriotique pour faire rentrer dans les coffres vides l'argent que patriotiquement les financiers de ce pays portaient à la Reichbank, à la Banque d'Angleterre ou ailleurs.

C'est l'illusion qui triomphe, l'on nous en a mis « plein la vue » avec la vague de baisse, même avec la livre à 240, le Français — moyen producteur — consommateur achetait davantage de produits avec la même somme, il y a deux ans qu'aujourd'hui ; il y a deux ans le plafond de l'inflation était crevé à 43 milliards, il y en a 60 aujourd'hui de milliards en circulation, mais l'on ne s'en aperçoit pas car sous Poincaré-la-Confiance, les banques sont à la peine, les fonds indispensables.

Mais cela diffère la crise sans l'éviter. Les prix ont enflé alors que les salaires ne bougeaient pas en proportion, la capacité d'achat du consommateur en diminuant, a préparé la véritable crise, l'on mange moins, l'on s'achète moins d'habits, l'on voyage moins, en un mot l'on se prive ; croire que cela soit un remède à la crise générale est une erreur, c'est vrai pour un particulier, mais c'est faux pour un Etat. C'est bien et beau de produire, encore faut-il consommer. Or, si la consommation n'est pas suffisante pour racheter le produit, il y aura production supplémentaire et les conséquences seront de réduire au chômage d'autres ouvriers.

Pourtant, les chômeurs, ils ont le droit de vivre, eux aussi, ils seront à la charge de l'Etat. Ne pouvant pas Produire, vivant de la charité sociale, tous devront encore payer l'impôt supplémentaire, pour subvenir aux besoins de ces improductifs involontaires.

C'est que l'on a pris, dans tous les pays, le problème à l'envers. Sous prétexte d'économie, l'on fait mourir les peuples pauvres d'inanition. Ce qu'il importait de faire, CE N'ETAIT PAS DE LIMITER LA CONSOMMATION, MAIS DE L'EXALTER. Au lieu de demander des impôts aux travailleurs, aux consommateurs, il fallait, au contraire leur donner de l'argent, augmenter leur pouvoir d'achat. Plus on achète, plus il faut produire, plus la consommation sera grande, moins il y aura de chômage.

Lorsque l'on pense aux millions de

bras qui demeurent inertes parce la production ne s'écoule pas, tant en Amérique, en Angleterre, en Italie, en Allemagne, en France, l'on demeure confondu par tant d'intelligence alors qu'il y a de si nombreuses ruines à relever, tant de terres à cultiver, tant de machines à créer, tant de richesses en un mot à mettre en valeur.

Mais nos gouvernants ne se préoccupent pas du sort des gouvernés ; comme eux ils ont des solutions simplistes. L'étranger produit à meilleur compte ; empêchons ses marchandises de rentrer, produisons pour nous... mais que faire lorsque la production a un prix de revient élevé et que le consommateur n'a qu'une capacité d'achat comprimée au strict minimum ? Quand aux gouvernés qui pâtissent de cet état de choses, au lieu d'essayer de se familiariser avec les problèmes économiques afin de résoudre le problème social au mieux de leurs intérêts, ils ne savent que se cantonner dans l'invective. Cela leur tient lieu de doctrine et de programme d'action. Quoi d'étonnant alors au spectacle d'incohérence donné par les gouvernés et les gouvernants.

« La confiance ! clame les grenouilles en mal de directives à prendre ; toute la science sociale pour eux est dans la confiance... Nous sommes dans la routine et dans l'incapacité. »

« Six mois avant les élections, une presse stérilisée nie la misère, le chômage et parle sans honte, de la baisse de la vie. Arguments et campagnes au service des Politiciens qui pratiquent une politique de prestige, ils nous endettent, dilapident les ressources. Ils font marcher la Presse et achètent les consciences pour garder le Pouvoir et berner ainsi le Peuple. »

Certains demandent un roi, un Pouvoir fort.

Qu'on nous aide : pour balayer de la voie du progrès tous ces endormeurs, tous ces faux prophètes qui ne savent qu'amasser des difficultés afin d'apparaître indispensables.

NADAUD.

### BREST

## Jugement de haine

Le mardi 8 novembre, Chapin comparait devant le Tribunal correctionnel pour y répondre du délit « d'injure à un Procureur de la République, par l'envoi d'une lettre non rendue publique ».

Après avoir fait défaut une première fois, notre ami fut condamné à 2 ans d'emprisonnement.

Donc, mardi 8 novembre, à l'ouverture des débats, le président fait savoir qu'il a reçu une lettre de M<sup>e</sup> Corcos, du barreau de Paris, lui demandant le renvoi de l'affaire.

M<sup>e</sup> Lalouët, du barreau de Brest, s'associe à cette demande. Après une question posée à Chapin par le président, le Tribunal décide de maintenir l'affaire en refusant le renvoi. Affaire menée rondement, tant il semble que l'on veuille à tout prix se débarrasser d'un propagandiste antireligieux qui en fait voit de dures à tous les suppôts de l'Au-to-rité.

Puis les hommes qui officient dans le temple de Thémis se retirent pour délibérer. Entre les amis présents dans le prétoire, les pronostics sont ouverts.

A la rentrée du tribunal, nous sentons, dès les premières paroles du président, que la condamnation sera dure, d'autant plus que Chapin, ayant mis les choses au point, a revendiqué catégoriquement son acte. Pour lui apprendre à ne pas s'incliner devant les brimades, à ne pas respecter la fonction des messieurs du Parquet, on lui octroie généreusement 18 mois de prison !

Dix-huit mois pour un terme bénin : « grenouille de bétier » à un militant que l'on oblige à recourir à la grève de la faim pour obtenir le bénéfice à peu près intégral du régime politique.

Et vous osez encore après cela, messieurs les juges (!), prétendre que vous rendez la justice (!). Toutes les personnes de bonne foi, sans parti pris aucun, l'ont clamé après votre comédie, que c'était un jugement de haine ! Malgré vos dénégations, vous êtes les patins des hommes d'église, et nul, entendez-vous (hormis les crétins), n'a été dupe de votre vengeance.

Mais aussi on n'a pas idée de s'appeler Chapin et d'être anarchiste. Mieux vaut s'appeler Maurras et être royaliste. Alors on peut publier que l'on « menace de mort » un ministre comme Schrameck et s'entendre condamner à 1 an de prison avec sursis.

Nom de Dieu, heureusement qu'on est en République ! et que celle-ci est... laïque ! Qu'est-ce que ce serait autrement ?

R. MARTIN.

### SYMPATHISANTS !

des 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements et banlieue limitrophe

### à l'Assemblée générale

Le groupe anarchiste-communiste de vos localités vous demandent d'assister

à l'Assemblée générale des sympathisants qui aura lieu le mardi 29 octobre, à 20 h. 30, maison des Syndicats, 163, boulevard de l'Hôpital, Paris-13<sup>e</sup>, Métro Italie.

Ordre du jour : Agitation, propagande, solidarité. Distribution des cartes aux sympathisants. Adhésion au groupe anarchiste-communiste. Sympathisants, lecteurs du « Libertaire », tous présents à cette réunion de nos localités.

## Les Débats

SEANCE DU 31 OCTOBRE

(Suite)

Lecoin répond à Lepoi qu'en effet, s'il existait une organisation syndicale qui soit près de nous, il faudrait conseiller aux anarchistes d'y adhérer ; mais la C.G.T.S.R. est, à son avis, une organisation « morte » et, en conséquence, notre devoir révolutionnaire ne peut consister qu'à faire tout à fait à part et à jour le jour notre idéal anarchiste.

De l'avis de Le Meillour, la C.G.T.S.R. n'est pas une organisation syndicale supérieure aux autres et que les anarchistes n'ont pas à se prononcer en sa faveur. Les anarchistes doivent militer où il leur plaît ; l'essentiel est de ne pas toucher les intérêts de nos propres organisations syndicales et qu'ils fassent de la besogne anarchiste et révolutionnaire.

Odeon présente alors une motion sur la défense de la Révolution et Ghislain lit un assez long rapport au nom du groupe de Montpellier.

Lecoin demande que l'on ne s'arrête ni à la résolution d'Odeon, ni au rapport de Montpellier. « La Révolution, dit Lecoin, n'est pas seulement le fruit de l'éducation et de l'évolution, mais elle est surtout déterminée par les événements. Ce qu'il faut pressentir, c'est de rendre nos groupes plus puissants afin de ne pas être surpris par les événements. Si les anarchistes sont forts, ce sont eux qui conduiront le mouvement révolutionnaire, mais si la Révolution ne se lève pas tout un peuple, ce ne sont pas de petites bandes d'anarchistes qui sauveront la Révolution. »

Férandel demande au Congrès de ne pas s'émouvoir sur cette question, estimant qu'on ne peut pas, sagement, se prononcer sur les moyens de défendre la Révolution.

On pourrait élaborer de nombreux ouvrages sur ce sujet, dit Férandel, mais ceux-ci seraient caducs au jour où il faudrait mettre à exécution les principes et les théories qu'ils renferment. Ce que nous demandons, c'est de développer nos organes de propagande, afin d'être susceptibles de diriger un mouvement révolutionnaire lorsqu'il éclate.

Martin déclare qu'au groupe de Brest, il est discuté de cette question et que, s'il est vrai que l'on ne peut prévoir exactement les incidents éclatant au cours d'un mouvement insurrectionnel en face de l'appareil bourgeois, il est indispensable d'étudier les moyens propres à défendre une révolution contre les attaques contre-révolutionnaires.

Chazoff s'étonne que l'on poursuive un si long débat sur ce sujet. Pour les anarchistes, la Révolution triomphe ou ne peut être suivie que par l'instauration d'une société communiste libertaire. Si ce point n'est pas acquis au lendemain de la Révolution, c'est que celle-ci est incomplète et la question de la défendre se pose pas. Les anarchistes, en cette éventualité, doivent poursuivre leur propagande et leur action jusqu'au jour où leur but sera atteint.

Le Havre déclare, au nom de son groupe, que les anarchistes ne doivent pas participer à un mouvement révolutionnaire qui ne leur offre pas de chances de réalisation anarchique, mais qu'ils soutiendront la protestation de nombreux camarades.

L'intervention du groupe du Havre clôt la discussion et l'on passe au vote des deux motions présentées l'une par le groupe de Bezons et l'autre par le groupe de Brest et que nous avons publiées dans notre dernier numéro.

La motion de Bezons est adoptée par 20 voix contre 7.

Le groupe du Havre ayant déposé une motion à l'appui de la thèse défendue par son délégué, Lecoin demande que celle-ci ne soit pas prise en considération, nul ne pouvant conditionner sa participation active à un mouvement révolutionnaire à la cause d'un mouvement révolutionnaire, dit Lecoin, parce que tout un peuple se dresse contre un régime d'arbitraire et de misère, et les anarchistes doivent être à côté du peuple.

Le Congrès se rallie à la proposition de Lecoin et la motion du Havre est rejetée sans discussion.

Un incident soulevé par Lecoin provoque une discussion sur les droits de la minorité dans l'U.A.C.R. Lecoin demande que la minorité puisse user du « Libertaire » pour soutenir ses thèses et combattre les décisions prises par la majorité du Congrès.

Lecoin dépose à cet effet la résolution suivante qu'il demande au Congrès de bien vouloir prendre en considération :

### Motion Lecoin

Le Congrès de l'U. A. C. R. donne entière latitude à la minorité de discuter dans le « Libertaire » comme ce fut toujours de tradition, toutes les questions de principe de l'Anarchisme, même si ces principes mettent en cause la valeur anarchiste des statuts que le Congrès vient de donner à l'Union Anarchiste-Communiste.

Le groupe de Livry-Gargan dépose également une résolution, mais l'intérêt de la discussion se porte sur la motion de Lecoin et celle présentée par le groupe du XIII<sup>e</sup> soutenu par les groupes de Bezons et du XX<sup>e</sup> et dont voici le texte :

Dans l'Union Anarchiste les décisions sont prises à la majorité. La minorité a le droit incontestable de critiques, d'interventions, sur toutes les propositions, mais celles-ci ne doivent pas être gérées dans leur application.

Aucune critique ne peut s'exercer en dehors de l'organisation et ce Congrès de l'Union Anarchiste déclare que nul ne combattra dans le « Libertaire » les thèses acceptées par le Congrès de l'U. A. C.

La polémique sera cependant ouverte sur les différents points de vue trois mois avant la date du prochain Congrès.

Férandel, Le Meillour, Odeon, Chazoff, soutiennent qu'il serait incompréhensible

pour les éléments susceptibles de venir à nous de voir dans le propre journal de l'Union Anarchiste une propagande combattant la thèse de cette même Union.

Lecoin demande alors que l'on permette à la minorité de combattre durant deux mois après le Congrès certaines des résolutions prises à ce Congrès, mais la majorité refuse de faire cette concession, considérant qu'elle nuirait au développement du mouvement, et maintient intégralement sa motion.

On passe au vote. La motion Lecoin recueille sept voix ; la motion du XIII<sup>e</sup> vingt.

Ont voté la motion Lecoin : Montreuil, Saint-Etienne, Drancy, Bordeaux, Livry-Gargan, Le Havre, Toulouse.

Ont voté la motion du XIII<sup>e</sup> : XIX<sup>e</sup>, XX<sup>e</sup>, Brest, Bezons, Orléans, Asnières, Boulogne, Jeunes, XV<sup>e</sup> Nord (4 voix), Midi (3 voix), Saint-Henri, Trézé, Angers, Choisy.

Une abstention : celle de Gien.

L'ordre du jour appelle ensuite la discussion sur la défense des emprisonnés. Hoche Meurant déclare que les groupes anarchistes du Nord et du P. d. C. ont toujours été adhérents à l'Entraide et au C. D. S. qu'ils ont toujours été satisfaits du soutien qui leur fut apporté par ces deux organisations et qu'en ce qui concerne le Comité de Défense sociale chaque fois que les anarchistes ont eu besoin de lui, celui-ci a répondu à leurs appels.

Férandel demande que l'on veuille bien pour donner plus de clarté et de précision à la discussion sérieuse les questions qui viennent se greffer sur la défense des emprisonnés et qu'en premier lieu les camarades qui ont des observations ou des critiques à faire sur les moyens employés dans le passé veuillent bien les faire devant le Congrès.

Meurant prend la parole pour dire que les groupes du Nord ont été solidaires avec le Comité International de Défense Anarchiste pour le travail accompli en faveur d'Ascato, de Durutti et de Jover, qu'ils ont toujours accueilli avec sympathie les campagnes menées par le C. I. D. A. mais que cela ne veut pas dire que le C. D. S. n'aurait pas agi de la même façon. L'inefficacité Meurant fait l'exposé de toute la propagande faite par le C. D. S. et conclut en déclarant que les groupes du Nord ne peuvent pas et ne veulent pas rompre avec cette organisation et qu'ils continueront à collaborer avec elle.

Journal de Lyon s'associe entièrement aux déclarations de Meurant en disant que dans la région lyonnaise toute l'agitation fut menée par le C. D. S.

Verter au nom de la fédération du Midi vient à signaler que s'il n'a rien à dire en ce qui concerne les diverses campagnes menées par le C. I. D. A. en faveur des prisonniers, il regrette cependant que l'affaire Sacco-Vanzetti soit terminée par la manifestation de Saint-Ouen reprochée par une grande partie des compagnons anarchistes. Il pense que les camarades parisiens du C. I. A. ont agi à la légère en organisant la manifestation des masques.

Férandel, Lecoin, Chazoff et Le Meillour donnent au Congrès certaines explications relatives au C. D. I. A. et en particulier sur l'agitation menée en faveur d'Ascato, Durutti, Jover et Sacco-Vanzetti et Odeon présente, pour conclure, les conclusions de la manifestation adoptée à l'unanimité.

Voici cette résolution :

Le Congrès de l'Union Anarchiste-Communiste après avoir entendu les explications sur l'action et la propagande menées en faveur de Ascato-Durutti-Jover-Sacco et Vanzetti approuve ce qui fut fait.

Dans l'avenir l'Union Anarchiste-Communiste aura son propre Comité de Défense des emprisonnés. Ce Comité sera sous le contrôle direct, matériel et moral de l'U. A. C. Il est bien spécifié que la cause du Comité de Défense aura sa gestion particulière et son secrétaire particulier.

Au sujet des alliances possibles avec les partis extérieurs, l'U. A. C. prendra éventuellement une fonction en accord avec l'esprit général de ses groupes et de ses fédérations.

Après l'adoption de cette résolution les débats sont renvoyés au lendemain.

### SEANCES DU 1<sup>er</sup> NOVEMBRE 1927

#### Séance du matin

Président : Collin, du groupe d'Orléans

Avant de continuer le débat ouvert la veille sur la Défense des Emprisonnés, le Congrès liquide rapidement la question antiparlémentaire. Le Congrès décide que lors des prochaines élections législatives une sérieuse campagne antiparlémentaire sera déclenchée ; certains camarades demandent de bien faire attention pour que ne se glissent pas parmi nous des éléments louches qui se mettent d'ordinaire au service des éléments de droite au cours des campagnes électorales.

Coste de Gien demande à ce que l'on spécifie bien sur les affiches qu'il ne faut pas voter pour les candidats antiparlémentaires présentés par les anarchistes car dans certaines régions notre attitude s'en peu comprise et prête à confusion.

A la suite de ce bref débat Odeon présente le rapport financier de l'U. A. C. Ce lui-ci est adopté à l'unanimité et la discussion reprend sur les emprisonnés et les organisations qui les défendent.

Un camarade demande une précision sur une note parue dans un journal de la C. I. T. S. R. dans laquelle le Comité de Défense Sociale accuse l'U. A. C. d'avoir gardé une somme de 200 francs lui revenant. Odeon lui répond qu'à plusieurs reprises et devant témoins il a demandé à des camarades du C. D. S. de bien vouloir prévenir le trésorier du C. D. S. de cette somme était à sa disposition mais que ce dernier n'a jamais jugé utile de se décharger.

Lecoin et Férandel demandent qu'afin de conserver de bons rapports avec les orga-

nismes extérieurs, l'U. A. C. fasse parvenir chaque mois à l'entraide ou au C. D. S. les sommes qui leur reviennent. On évitera ainsi de fâcheux incidents. Lecoin ajoute que pour l'édification des camarades de province il serait utile de rétablir la vérité sur les divers faits reprochés à l'U. A. C. et au C. I. D. A. par les notes venant de la Voix du Travail et de Paris Syndicaliste en publiant une mise au point dans le « Libertaire ». Le Congrès donne mandat à la Commission Administrative de faire le nécessaire.

On poursuit le débat sur la position de l'U. A. C. vis à vis des organismes de défense des emprisonnés. Odeon rappelle qu'au récent Congrès la Fédération parisienne un vote fut émis que le C. I. D. A. entre au sein de l'U. A. C. en tant que section de l'Union Anarchiste. Il demande aux Camarades délégués de l'U. A. C. et du C. I. D. A. si cet organisme a pris des décisions à ce sujet.

Lecoin déclare qu'il sera répondu tout à l'heure à la question posée par Odeon. En ce qui concerne le C. I. D. A. Lecoin demande de ne pas brusquer les choses cet organisme se trouvant dans une situation particulière. Le Comité International de Défense Anarchiste fut constitué en partie par des camarades étrangers à une époque où les relations entre les divers courants de l'anarchisme n'étaient pas ce qu'elles sont aujourd'hui. Il fut demandé à l'U. A. C. d'envoyer des délégués à ce Comité, ce qui fut fait, et l'U. A. C. se trouve donc en conséquence être adhérent à ce Comité. Il s'agit aujourd'hui d'intervenir les rôles et Lecoin insiste pour que l'on agisse avec doigté.

Pour ce qui est du C. D. S. Lecoin fait l'historique de la défense des Anarchistes, par les Anarchistes eux-mêmes. Il affirme que jamais l'U. A. C. n'a eu de délégués officiels au C. D. S. à moins que dans la formation de comité d'action. Des individus peuvent avoir donné leur adhésion au C. D. S. mais jamais le C. I. de l'U. A. n'a été représenté au C. D. S.

Dans l'affaire Sacco-Vanzetti poursuit Lecoin il a fallu que ce soient les anarchistes qui se soient dressés contre le crime qui se préparait en Amérique. C'est l'U. A. C. et le « Libertaire » qui ont déchaînés l'effort de la C. D. S. n'est resté que 6 mois plus tard.

Nous avons de tous temps mené nous-mêmes nos campagnes conclut Lecoin. L'Union Anarchiste ne considère pas le C. D. S. comme un adversaire, mais jamais elle n'a laissé au C. D. S. le soin de défendre les siens.

Férandel après Lecoin expose au Congrès les conditions dans lesquelles fut fondé le C. I. D. A. Ce Comité fut fondé à la suite de l'arrestation d'Ascato, de Durutti et de Jover. Personne n'avait compris la gravité de cette affaire. Nous avions saisi le C. D. S. et lui avions demandé de s'occuper de ces trois amis. Nous ne rencontrâmes le C. D. S. que l'hostilité et d'autre part le C. D. S. ne pouvait pas s'occuper de toute la besogne que nécessitait cette affaire.

Nous pouvons dire, aujourd'hui qu'Ascato, Durutti et Jover sont en liberté, que sans la ténacité de notre ami Lecoin, sans les camarades qui maintenaient dans les prisons d'Argentine et d'autre part exilés. Une autre affaire dont s'occupa le C. I. D. A. n'eût pas été couronnée par un succès si on n'avait mis entre les mains du C. D. S. ; c'est l'affaire de Bourglara-Rent. Nous sommes arrivés à force de démarches et d'interventions à faire lever un arrêté d'expulsion.

Voilà le travail qui fut fait termine Férandel. On critique le C. I. D. A. parce que dans l'affaire Sacco-Vanzetti il a échoué, mais s'il avait réussi personne ne critiquerait son action.

Répondant ensuite à Odeon, Férandel dit que le C. I. D. A. n'ayant pas été officiellement saisi d'une demande de l'U. A. C. il n'a pu discuter de son adhésion éventuelle à cette organisation.

Le Meillour déclare ensuite, et il présente à l'appui de ses déclarations des communiqués parus dans le « Libertaire » d'après lesquels les Anarchistes ont toujours eu leurs organismes de défense et qu'il ne comprend pas pourquoi il en serait autrement maintenant. Il ajoute qu'il est indispensable que l'U. A. C. ait son Comité de Défense et il conclut en espérant que le C. I. D. A. consentira à intégrer l'Union Anarchiste.

Journal de Lyon étant, en son nom personnel, intervenu dans le débat pour dire que les prisonniers que nous avons défendus et plus particulièrement Sacco-Vanzetti, ne s'adresseraient de nous s'ils connaissaient les moyens employés à leur défense Chazoff prend la parole pour lui répondre.

Nous avons, dit Chazoff, touché, Lecoin, Férandel, Le Meillour et moi, pour défendre Sacco et Vanzetti, certaines personnes à qui nous ne sommes pas de nos milieux. C'est jamais de gaieté de cœur que l'on fait certaines démarches. On se refuse à le faire pour soi-même ou les fait pour les autres. Pour Sacco-Vanzetti l'unique chance de succès résidait en une intervention de certains éléments bourgeois. Mais avant de mener sa campagne sur ce terrain, le C. I. D. A. avaient demandé à Sacco et à Vanzetti s'ils consentaient à ce que nous interventions auprès de ces éléments bourgeois et ils nous ont répondu affirmativement que l'agitation fut menée en ce sens.

Pour ce qui est du C. D. S. Chazoff estime que sa situation ne lui permet pas de défendre rapidement certains de nos amis. N'ayant pas de permanents, le C. D. S. agit avec lenteur et il signale le cas récent de Casteu qui n'obtint satisfaction qu'en raison des démarches qui furent faites par le C. I. D. A. auprès de la Ligue des droits de l'Homme.

Chazoff termine en disant que les militants du C. I. D. A. ne méritent aucun reproche et que dans les mêmes circonstances ils croient que leur devoir est d'agir comme ils l'ont fait précédemment.

Hoche Meurant a de ses groupes un mandat ferme en faveur du Comité de Défense Sociale. Nous avons dit à maintes reprises expose Meurant qu'il ne fallait pas

fonder des syndicats anarchistes, pourquoi faut-il que nous ayons des Comités de défense spécifiquement anarchistes ? Le C. D. S. a toujours soutenu les Anarchistes. Quelle que soit l'action pour laquelle nos camarades étaient poursuivis un coup de téléphone ou une lettre étaient suffisants pour que le C. D. S. vienne à notre secours. Depuis 1921 nous avons toujours obtenu satisfaction par l'action du C. D. S.

« Le Comité de Défense Sociale existe depuis 1903. Avant guerre dans le Nord et le P. D. C. c'est lui qui menait toutes les campagnes. C'est lui qui s'est occupé de l'affaire Roussel et Aernout. Nous ne critiquons pas l'action du C. I. D. A. mais nous estimons que ce qui nous fait, nous pouvez le faire au sein du C. D. S. »

Le Meillour a dit que les forces de l'U. A. C. et celle du C. D. S. étaient les mêmes. Vous allez donc diviser ces forces en deux. Il ne s'agit pas de poursuivre Meurant de défendre seulement les anarchistes, mais tous ceux qui tombent dans les bagues des juges du Nord, qui ont été tombés sous le coup de l'article 221 du code militaire. Le C. D. S. n'est pas désigné pour défendre de malheureux, puisque le C. D. S. a mené des campagnes contre les conseils de guerre et les bagues des juges.

Soyons avec le peuple termine Meurant. Ne froissons pas les éléments populaires et ne divisons pas les forces révolutionnaires en fondant de nouveaux comités.

Nadaud prend la parole pour une mise au point nécessaire d'il lui fait les affirmations de Lecoin. L'affaire dit Nadaud qu'en 1920 il y avait au C. D. S. des délégués de l'U. A. C. C'étaient Delecourt et Berthelot. En ce qui concerne le C. D. S. dans l'affaire Sacco-Vanzetti, Nadaud pense que celui-ci n'est pas venu à la remorque de l'U. A. C. puisque le 1<sup>er</sup> article publié par le C. D. S. pour Sacco-Vanzetti ne fut dans le « Libertaire » en juillet 1926. Il ne faut pas oublier Nadaud veut tirer à sa toute la couverture. Nadaud regrette ensuite que pour les derniers événements le C. I. D. A. ne se soit pas mis en rapport avec le C. D. S. ; il estime qu'un cartel de toutes les forces révolutionnaires qui pu faire de la bonne besogne.

Martin dit qu'il est évident que le C. D. S. est le représentant de l'Union Anarchiste-Communiste et que c'est un organisme complètement autonome, et demande si dans les diverses batailles qui sont menées dans la région la C. D. S. ; il pourra prendre en charge les frais occasionnés par la défense des militants poursuivis.

Férandel demande la parole pour signaler ce fait que les noms de Ghislain et de Martin, qui n'ont ni l'autre, n'appartiennent au C. D. S. de Paris, sont accolés à celui de ceux qui nous ont fait dans leurs journaux. Il insiste pour que l'on examine la position de l'U. A. C. vis à vis des organismes extérieurs. Je suis dit Férandel le fondateur du C. I. D. A. mais je suis prêt à me courber devant les décisions de l'organisation. Est-il possible que l'U. A. C. s'associe officiellement au C. D. S. ; alors que dans cette organisation sont regroupés des groupes de l'« Anarchie » de l'« En dehors » de la « Diana » du « Monito » avec lesquels nous avons décidé de rompre définitivement ? Au C. D. S. sont allés des éléments qui nous ont trahis dans la boue, et il nous est impossible de continuer avec



EN MARGE DU X<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DU GOUVERNEMENT BOLCHEVISTE

## Makhno - Wrangel - Denikine

Barbusse, qui n'a rien de commun avec son Jésus, a été en Russie à l'occasion du X<sup>e</sup> anniversaire du gouvernement bolcheviste.

En qualité de journaliste, il fut appelé à prononcer un vibrant discours devant le Congrès des amis de l'U. R. S. S. Au cours de sa péroraison, il déclara : « Nous ne pouvons oublier que c'est la France qui donna asile à toute la réaction russe, depuis Denikine, Petura, Wrangel jusqu'à Makhno. » (*Humanité* du 14 novembre.)

Déjà, c'est un leçon apprise par cœur, des plus petits aux plus grands, nos bolchevistes ne placent plus une ligne ni un discours, sans tenter de salir Nestor Makhno. C'est une tactique par laquelle on espère créer une fausse légende sur le mouvement des insurgés ukrainiens, guidé par un anarchiste-communiste.

En Russie, c'est l'Avant-Garde qui nous l'apprend; le gouvernement va jusqu'à faire circuler un film qui représente Makhno et ses partisans amis des Koulacks et ennemis acharnés des pauvres paysans.

Pour étaler autant de haine, pour être aussi tenace dans la calomnie, il faut vraiment que nos « jésuites rouges » attachent une importance particulière au mouvement des insurgés Ukrainiens; à nous anarchistes-communistes de contrecarrer leurs calomnies en continuant à montrer sous son véritable jour le mouvement des Makhnovistes.

Les bolchevistes sont tenaces dans leur infamie, soyons-le pour les démasquer et défendre les nôtres.

Barbusse a pu calomnier Makhno devant André Colomer et quelques purs ralliés au drapeau rouge de la Russie des Soviets, il ne sera pas dit que le silence sera complet.

Au moment où des événements graves peuvent échoir en Russie, au moment où un « Thermidor » peut faire surgir des forces nouvelles de libération, nous nous devons de défendre, c'est un devoir, le mouvement des insurgés Ukrainiens qui fut battu, mais non vaincu.

## Des faits, des dates, la vérité

## L'EXECUTION D'UN EMISSAIRE DE WRANGEL

Le 9 juillet 1920, les guides des insurgés révolutionnaires d'Ukraine (Makhnovistes), se réunissent en conseil à Vremievka, district de Marioupol. La réunion avait pour objet de discuter sur une communication émanant de Wrangel et remise par un émissaire de ce dernier : Ivan Mikhaïloff.

Wrangel proposait à Nestor Makhno, de détruire les lignes arrière de l'armée rouge et de l'aider de toutes ses forces à anéantir les troupes de Trotsky.

Sur la proposition de Makhno, le conseil déclara qu'il des offres aussi infâmes, il ne pouvait être donné aucune réponse et que tout émissaire de Wrangel ou autres serait exécuté immédiatement.

Ainsi fut fait par Ivan Mikhaïloff.

## LA DEFAITE DE DENIKINE SEPTEMBRE 1919

Le 5 juin 1919, les armées blanches de Denikine yenaient au Caucase et du Don envahissent le territoire d'Ekaterinoslav. Les détachements makhnovistes cédant à des forces supérieures tant par le nombre que par les armes, battent en retraite. Goulai Polé est occupé par les troupes de Denikine, ces dernières se lancent à la poursuite des

Makhnovistes et pendant plus de quatre mois, du 5 juin au 25 septembre 1919, c'est la déroute pour les insurgés qui devaient finalement être bloqués dans un « cul de sac » en arrivant aux environs de Oumman, gouvernement de Kiev.

Encerclés par les armées blanches, les insurgés ukrainiens devaient se résoudre à la mort. Prisonniers, Denikine n'eût fait aucun quartier. Les héros makhnovistes le savaient, aussi la résistance jusqu'au bout fut-elle acceptée et mise en pratique.

Le 25 septembre 1919, près du village de Kroutenoké, la rencontre eut lieu. Les troupes de Denikine, confiantes, reculerent pour prendre une bonne position et anéantir d'un seul coup les détachements des insurgés qui parvinrent ainsi près du village de Pérégouynka. Ici une bataille acharnée se déroula, Makhno, à la tête de ses cavaliers, se lançait dans la bataille inégale. Miracle! Pérégouynka fut pris. Les Makhnovistes (27.000 hommes d'infanterie, 4.935 cavaliers, chassaient et anéantissaient les armées de Denikine fortes de 150.000 hommes. A la tête des armées de Denikine étaient les généraux blancs : Chixer, Markevitch, Sklaroff, Vinogradoff et Slahtvichoff, ce dernier anéantissant pendant la fuite tous les villages, après la défaite il passa en Turquie (1920). En 1922 il revint en Russie et fut nommé gouverneur général à Irkoutsk (Sibirie). Ce général Denikine fut aussi chargé de faire de nombreuses conférences à l'Etat-major de l'armée rouge.

L'honneur d'avoir écrasé les armées blanches de Denikine revient historiquement aux Makhnovistes.

## L'ALLIANCE DES MAKHNOVISTES ET DES ROUGES

Le 29 septembre 1920, l'Etat-major de l'Armée rouge entreprend des pourparlers avec les Makhnovistes en vue de conclure un accord militaire. Entre les 10 et 13 octobre 1920, l'accord est signé.

Le 19 octobre, les compagnons Karetnick Simon et Alexandre Marchenkov à la tête des Makhnovistes encerclent la division Drosdoff de l'Armée Wrangel aux environs d'Alexandroff.

Le 4 novembre 1920, armée rouge et insurgés makhnovistes liquident en commun les restes de l'Armée Wrangel.

Les journaux bolchevistes du front La Cavalerie Rouge, L'Etoile Rouge, Le Communiste, de Karkov, vantaient alors la valeur combattive et révolutionnaire des Makhnovistes.

Mais après l'écrasement de Denikine et Wrangel, Trotsky déclara : « Plutôt l'Ukraine à Denikine, que libre. »

Ce fut la guerre contre les Makhnovistes, la 1<sup>re</sup> armée rouge avec le général Vorochiloff (celui qui a décerné l'ordre du drapeau rouge à Marty pendant le Congrès des Amis de l'U. R. S. S.), prétend donner l'ordre aux insurgés Ukrainiens de partir pour le front Polonais. Naturellement, les Makhnovistes refusent et déclarent ne pas vouloir quitter l'Ukraine.

Ce fut la guerre ouverte. On connaît la

reste... Et maintenant que reste-t-il des affirmations d'un Barbusse accusant Makhno d'être l'ennemi de Denikine et Wrangel ?

Que restait-il des infâmes calomnies des jésuites rouges ?

Aux honnêtes révolutionnaires de juger...

P. ODEON.

## Une belle photographie des masques de Sacco et de Vanzetti

Le Comité International de Défense Anarchiste vient de faire tirer d'émouvantes photographies d'art des masques des suppliciés de Boston.

Ces photographies, faites à la demande de nombreux amis de Paris et de Province, leur permettront de conserver dans leur tragique beauté l'empreinte des traits pris après la mort des deux grands martyrs.

Ces portraits, grand format, seront vendus au profit du Comité International et aux conditions suivantes :

Sacco seul, 3 fr. 50.

Vanzetti seul, 3 fr. 50.

Sacco et Vanzetti ensemble (sur photo du même format), 3 fr. 50.

Par la poste : France, 0 fr. 50, étranger, 1 fr. en sus.

## Le Congrès de l'U. A. C.

(Suite de la première page)

Odion et Lecoin signalent les circonstances dans lesquelles on a fait appel à Chazoff pour prendre le Secrétariat de la Rédaction du Libéraire et la motion suivante ayant été déposée le Congrès se prononce.

Le Congrès approuve la décision prise par le C. I. de l'U. A. C. au sujet de Chazoff. Il estime toutefois qu'en pareille occurrence il devra dorénavant consulter les fédérations.

Cette motion est adoptée par 15 voix contre 2 et 8 abstentions.

On passe ensuite à l'examen de la situation de la Librairie sociale internationale. Férardel lit son rapport financier. L'exercice 1920-1921 n'a pas été couvert par des bénéfices. Les diverses campagnes menées au cours de l'année 1921 ont fait négliger un peu la Librairie et l'exploitation s'en est ressentie.

Odion au nom du groupe du 13<sup>e</sup> propose que la Librairie sociale internationale soit sous le contrôle direct de l'U. A. C. Jusqu'à ce jour les Editions Internationales Anarchistes auxquelles appartient la Librairie étaient composées d'éléments divers. Maintenant toutes les associations des Editions Internationales sont des Anarchistes Communistes, cette œuvre doit donc revenir à l'U. A. C.

Odion lit le contrat qui réglemente la fusion de la Librairie Sociale, appartenant à l'U. A. C. et des Editions Internationales et au nom de son groupe dépose la résolution suivante :

Les membres adhérents à l'U. A. C. et appartenant aux Editions Internationales anarchistes doivent faire le nécessaire pour que la Librairie sociale internationale soit placée sous le contrôle direct, moral et matériel de la seule U. A. C.

Cette résolution est adoptée par 14 voix contre 2 et 4 abstentions. Ont voté pour : XIII<sup>e</sup> : Montreuil ; 20<sup>e</sup> : Brest ; St-Etienne ; Bezons ; Orléans ; Amiens ; Boulogne ; Jeunes ; X<sup>e</sup> ; St-Haut ; Livy ; Choisy. Ont voté contre : Drancy, Le Havre.

Le groupe de Bezons dépose ensuite la résolution suivante :

« Le groupe de Bezons demande que tout journal Anarchiste et la Diana, le journal du Monto n'ait plus son siège, 72, rue des Prairies. »

La résolution de Bezons est adoptée.

Le groupe de Bezons dépose également la résolution suivante :

« Le groupe du XIII<sup>e</sup> adversaire du fonctionnarisme déclare utile le changement annuel des permanents, rétribués ou non rétribués. En cas d'impossibilité, les camarades permanents pourront être rétribués par période jusqu'au moment où un camarade compétent aura été trouvé par la commission. »

Les deux résolutions ci-dessus sont adoptées par le Congrès.

On désigne ensuite les fonctionnaires du Libéraire. Le groupe du 20<sup>e</sup> demande que le Libéraire ne soit dirigé que par un camarade s'occupant de la rédaction et de l'administration. Après une brève discussion, le Congrès décide de nommer deux permanents, un secrétaire de rédaction et un administrateur.

Le groupe du 20<sup>e</sup> propose Nadaud comme rédacteur. Faucier est envisagé comme administrateur.

Le groupe du XIII<sup>e</sup> propose Chazoff à la rédaction mais celui-ci n'accepte pas cette candidature. Nadaud est admis comme secrétaire de rédaction au Libéraire. Faucier est nommé administrateur.

Après avoir le Mellor ou avoir demandé aux camarades de province de vouloir bien désigner un des leurs pour occuper ces fonctions. Mais aucun ne se présente.

La Commission administrative formée de deux membres de chaque fédération est composée des camarades suivants :

Pour la Fédération du Midi : Odion et Férardel.

Pour la Fédération de l'Ouest : Le Mellor et Chazoff.

Pour la Fédération du Nord : Girardin et Farcy.

Pour la Fédération Parisienne : Fremont, Faucier.

Pour la Fédération de l'Oise : Mualdes, Nadaud.

Pour la Fédération du Centre : Toulemonde, Delobel.

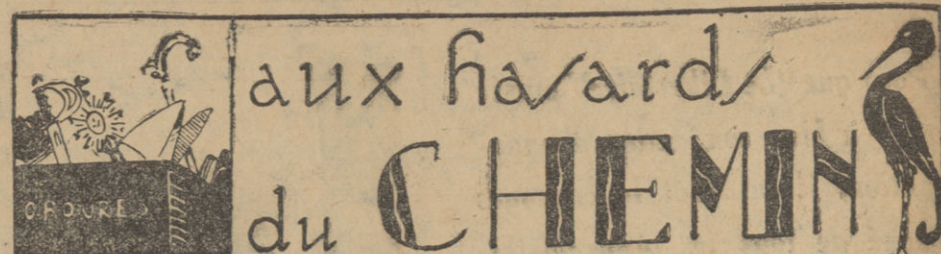
Le Bureau de l'U. A. C. est formé de deux secrétaires : Chazoff et Férardel et un trésorier : Girardin.

Avant de clore les débats du Congrès, Hoche Meurant dépose sur le bureau une résolution signée d'une dizaine de groupes, dont voici le texte :

Considérant qu'il y a une idée à creuser

à ses propres tendances et l'asservissement des trois quarts du genre humain est assuré.

Mais ce n'est pas tout. La machine ou l'atelier après avoir dégradé le travailleur en lui donnant un maître, achève de l'avilir en le faisant déchoir du rang d'artisan à celui de manoeuvre. (Pages 160, 161, 162)



## UN MIRACLE

Deux à trois douzaines de députés assistaient, jeudi dernier, 10 novembre, à la discussion sur le budget. Les autres étaient aux champs, non pour paître, comme il devrait, mais pour prendre part aux cérémonies qui marquent l'anniversaire de l'Armistice. Leur présence était, paraît-il, indispensable au pied du « naos » local sur lequel sont inscrits les noms des victimes de la grande boucherie.

C'est donc dans des conditions parfaites d'adration que M. Poincaré, ministre des Finances, put répondre aux interventions véhémentes et combattre les propositions des députés révolutionnaires et communistes Berthon, Marty et Clamamus.

Bien que le quorum fût loin d'être atteint, on vota. Et c'est alors que le miracle se produisit. Un miracle qui dépasse de cent coudées l'imagination, pourtant fertile, des sacrés écrivains qui nous réjouissent tant, autoglosses, avec ces bonnes histoires des noces de Cana, de multiplication des pains et autres péchés miraculeux.

On vota dis-je et les trois douzaines — bien complètes — de l'Armistice, se muèrent, en un tournemain, en cinq cent vingt.

C'est ainsi qu'un amendement Marty fut repoussé par 385 voix contre 135 et qu'un pareil sort échoit à ceux de ses co-religionnaires.

M. Truc qui se trouvait à ce moment-là à Aurillac ou à Carpentras, à moins qu'il ne fût en train de se divertir et tout prosaïquement rue des Martyrs, a voté pour, tandis que M. Machin qui légifèrait avec sa famille dans une coquette villa du littoral méditerranéen, alla dire à la « générosité » de la firme dont il défend les intérêts, a voté contre. Est-ce à dire que les arguments de Berthon, les imprécations de Marty et l'arrosage de Clamamus aient touché leurs oreilles par le truchement d'un appareil de téléphonie sans-fil et qu'ils aient eu au même moyen pour faire connaître leur point de vue ?

Pas du tout.

Avant de partir pour le patelin natal ou leur tripot préféré, M. Truc, M. Machin et leurs pareils avaient tout simplement confié à un quelconque M. Trou qui ses intérêts obligent momentanément à rester à Paris, leur bulletin de vote avec la manière de s'en servir.

Entre deux sommes, récolté au moment propice par un huissier complaisant, M. Trou se hâta de porter dans l'urne le contenu de la boîte renfermant les bulletins à lui confiés.

Les orateurs peuvent s'époumonner, s'égosiller, tonitrayer, grincer, postillonner à leur aise, M. Trou s'en fout, il vote, pour lui et les copains et sans se soucier le moins du monde de ce que peut dire Pierre ou Paul, qui, d'ailleurs ne parle pas pour lui, mais pour la presse, pour le Journal Officiel et par ricochet pour ses électeurs dont il excompte la joberdise pour le récompenser de tout ce bruit.

Remarque que, si les 520 députés qui ont exprimé jeudi dernier leur suffrage, grâce à un ingénieux système de « mise en boîte », avaient été tous présents en séance, les résultats, ou plutôt l'absence d'iceux auraient été les mêmes.

Mais il est plaisant de souligner la désinvolture avec laquelle les farceurs du parlement, qui vont s'occuper prochainement avec la bouche pleine de promesses devant ceux qui les nomment exercent l'art de la mise en boîte.

Tout autre animal enverrait sur les roses ce qui lui abuserait aussi cyniquement de sa stupidité.

Mais l'électeur, comme disait Gaston Couté, « L'électeur n'est pas un bêt comme d'aut' ». Heureusement pour les parlementaires.

PIERRE MUALDES.

## UN NOUVEAU JOURNAL

Il manquait à la presse dite de gauche, un canard de midi. Cette lacune est désormais comblée. Sous la houlette de Georges Anquetil, une pléiade d'écrivains collaborateurs ou collaborateurs à ce journal dont le besoin se faisait vraiment sentir et qui s'intitule La Rumeur. A côté des proses sympathiques de Victor Méric, Victor Marguerite, Paul Reboux, etc., nous trouvons celle du moins sympathique Germain (José) et l'on nous annonce des « leaders » d'André Lorulot... du sexologue professionnel, Et Armand.

Rejoignons-nous donc et souhaitons à ce nouveau « confrère », bonne chance, longue vie et réussite dans ses entreprises.

Mais l'électeur, comme disait Gaston Couté, « L'électeur n'est pas un bêt comme d'aut' ». Heureusement pour les parlementaires.

PIERRE MUALDES.

## FAIT DIVERS

Les gardes du bois de Vincennes ont découvert, la semaine dernière, dans un taillis, une jeune femme tenant contre elle son jeune enfant.

Les deux malheureux n'avaient pas mangé depuis quarante-huit heures et seraient morts de froid et de faim sans l'opportune arrivée des représentants de l'autorité.

La mère et l'enfant auraient été secourus par des « personnes généreuses ». Tant mieux.

Mais le Quotidien a entrepris de raconter la « navrante odyssée » de cette pauvre femme et la question qu'il pose vaut d'être citée :

« Est-il donc vrai qu'une femme de vingt ans qui eut, par un travail honnête, voire et faire vivre son enfant, puisse en 1921, à Paris, où s'étale à chaque pas le luxe le plus insolent, être réduite à accepter la mort comme une délivrance : la mort pour elle et le petit être à qui ses efforts surhumains n'ont pas réussi à épargner les affres de la faim ? »

Le fait que cette question puisse être posée, prouve à quel degré de civilisation nous en sommes, 130 ans après la déclaration des Droits de l'Homme.

On ne supprimera de telles misères qu'en en supprimant la cause, la seule : le capitalisme.

UNE SALETTE

Tous les hommes de cœur se sont réjouis en apprenant l'heureuse nouvelle du retour en France et de la grâce accordée au forçat innocent Diéudonné.

Il est trouvé néanmoins certaines hyènes du journalisme, pour protester contre « la sensibilité, la joberdise, l'imbécillité » de ceux qui estimaient qu'après quinze années d'injustes souffrances, Diéudonné avait bien droit à un accueil fraternel à son retour de l'enfer de Cayenne.

Bien naturel aussi que ce soit dans la Liberté que de pareilles saletés soient publiées. Ce

journal est le réceptacle habituel de ces sortes de cacas journalistiques.

Le saquin qui signe Charles Omessa a jugé bon de déverser sur Diéudonné sa bave malodorante. Il fait de l'histoire, mais à la façon du Père Lorrain.

« L'encasseuse Caby, écrit-il, a formellement reconnu Diéudonné comme son assassin. » Omessa oublie, naturellement, d'ajouter que Caby avait reconnu également Garnier, et qu'il aurait reconnu aussi « formellement » tous ceux que la police lui aurait désignés.

Mais à quoi bon retoucher de pareilles anecdotes. Laissons les pores à leur fange, les lecteurs de la Liberté à la « littérature » qui convient à leur mentalité rétrograde et œuvrons pour libérer tous les innombrables Diéudonnés qui souffrent encore dans les bagnes, civils et militaires, de la République bourgeoise.

LE CAS VIOLETTE

M. Viollette, ex-gouverneur de l'Algérie, mis en cause par divers journaux, l'accusant d'avoir usé de sa qualité de rapporteur du budget pour faire modifier une loi à son profit, a communiqué aux journaux une longue réfutation... dont ils n'ont jugé bon de publier qu'une partie. Certes, la lettre révélatrice existe bien, mais elle a été extraite d'un dossier et par conséquent, ça ne compte pas.

Comme celle de M. Pierre Hamp, si fâcheusement escamotée à son destinataire, ce n'était, somme toute, que de la « littérature ».

M. Viollette, non seulement n'a pas voulu frauder, mais au contraire... etc., etc.

Mais pourquoi avoir écrit cette lettre ?

UN CONGRES

Les associations d'anciens combattants ont tenu leur congrès à Versailles, deux d'entre eux n'avaient pas été admises à participer aux débats parce qu'étant considérées comme des organisations politiques : la D. R. A. C. et l'A. R. A. C. Cela n'a pas empêché les congressistes de faire de la politique et de la pire. La droite et la gauche se sont copieusement engouffrées et l'on doit à la vérité de dire que l'accueil fait au « sergent Magniot », n'a pas été pour nous déplaire. Quant au reste, ma foi, aux discussions entre ex-généralistes qui se glorifient de l'être, cela les regarde, ils peuvent se battre.

Les ex-combattants qui ont compris, les mutilés qui ont établi les responsabilités y compris la leur propre, n'assistaient pas à cette foire, ils lutent maintenant pour tuer le sanglant chauvinisme, créateur d'hécatombes.

LA FETE CONTINUE

La Russie est en liesse. A part quelques douzaines de « menchevicks » tels que Trotsky, Zinoviev et autres Kameney, tout le monde est content. Je ne parle pas des anarchistes qui ont là-bas, moins que partout ailleurs, liberté de faire connaître leur opinion. Les délégations étrangères n'ont pas assez d'yeux pour admirer tout ce qu'on veut bien leur faire voir.

Les prolétaires russes n'ont pas assez d'oreilles pour enregistrer les discours enthousiastes de leurs visiteurs. Parmi ces derniers, il y en a tout au moins un que rapporte l'Humanité, qui a le mérite de l'originalité. C'est celui du camarade Colomer qui en donne vraiment pour le prix de son voyage. Voici ce qu'en écrit l'Humanité :

Colomer, qui prit la parole au nom des anarchistes présents au Congrès, souleva par ses déclarations empreintes du sentiment de solidarité révolutionnaire, une tempête d'applaudissements.

« J'ai reconnu, dit-il, devant la situation nationale française et devant la situation internationale, qu'il était du devoir de tous les prolétaires qui ne veulent pas se faire les complices du capitalisme international, de rallier le drapeau de la Russie des Soviets. »

Colomer fait un vibrant appel aux délégués pour que ceux-ci s'emploient à empêcher les attaques impérialistes contre l'U.R.S.S.

Il est extraordinaire, ce sacré Colo. Mais nous voilà loin de la « syndicalisation individualisée » de joyeuse mémoire.

Tout passe, tout casse. Ne désespérons pas de voir notre fougueux orateur planter ce fameux drapeau rouge sur le fumier des illusions et dans des périodes d'un lyrisme échevelé.

Mais n'anticipons pas.

PETITES NOUVELLES DU TEMPS PRESENT

— Marie-Jeanne Poulliguen, 64 ans, vieille fille, bigote, entre deux séances de confessionnal, tranche la gorge aux quatre enfants en bas âge dont elle avait la garde.

— Folle ? Bien sûr ! Mais l'abrutissement religieux n'y est-il pas pour quelque chose ?

— Sept escrocs de haut vol ont des démenties avec la justice pour émission de faux titres honoires. Comme ils ne sont pas anarchistes, ils s'en tirent, soyons-en sûrs, sans trop de dommage. D'autant plus que de nombreuses huiles risquent d'être mêlées à la sauce. On sacrifiera quelques humbles comparses et le tour sera joué.

— Victoria de Schaumburg-Lippe, sœur de l'ex-kaiser, née en 1866, va épouser un réfugié russe de 26 ans qui exerçait à Berlin la profession de laveur de vaisselle.

— Ma vie a été gâchée par l'étiquette et la raison d'Etat, a expliqué la vieille dame. Je veux profiter de ma part de bonheur. Ne faisons pas chorus avec la presse qui a trouvé là un beau sujet de copie.

— Pierre Dumas (qui s'est dit anarchiste), Delagrave, ex-maire communiste de Périgueux, qui adhère au parti socialiste national, a été élu député de la Gironde (ex-sans-patrie). E. Buré (ex-guesdiste) patronne cette aventure. Qui se ressemble s'assemble.

— M. Chiappe, préfet de police, fait savoir par le Bulletin Municipal Officiel que :

« Les opérations entreprises par la Préfecture de police en vue d'appréhender les personnes de nationalité française et étrangère, en état d'infraction aux lois, ainsi que pour découvrir les étrangers en situation irrégulière, sont effectuées sans aucune distinction dans tous les lieux et tous les établissements où elles paraissent nécessaires et seront continuées aussi longtemps que l'exigera la protection de la population. »

Cela veut dire que l'arbitraire policier n'a pas fini de s'exercer.

— La France et la Yougoslavie viennent de signer un pacte d'amitié. A quand la guerre ? (La suite du prochain numéro.)

## LE SALARIAT

Le salariat est issu en droite ligne de l'emploi des machines, c'est-à-dire, pour donner à ma pensée toute la généralité d'expression quelle réclame, de la fiction économique par laquelle le capital devient agent de production. Le salariat, enfin postérieur à la division du travail et à l'échange, est le corollaire obligé de la théorie de réduction des frais, de quelque manière que s'obtienne cette réduction. Cette généralité est trop intéressante pour que nous n'en disions pas quelques mots.

La première la plus simple, la plus puissante des machines est l'atelier.

La division ne faisait que séparer les diverses parties du travail, laissant chacun se livrer à la spécialité qui lui agréait le plus : l'atelier groupe les travailleurs selon le rapport de chaque partie au tout. C'est, dans sa forme la plus élémentaire la pondération des valeurs, introuvables cependant selon les économistes. Or, par l'atelier sa production va s'accroître et le déficit en même temps.

Un homme a remarqué qu'en divisant la production et ses diverses parties et les faisant exécuter chacune par un ouvrier à part, il obtiendrait une multiplication de forces dont le produit serait de beaucoup supérieur à la somme de travail que donne le même nombre d'ouvriers, parce que le travail n'est pas divisé.

Saisissant le fil de cette idée, il se dit qu'en formant un groupe permanent de travailleurs assorti pour l'objet spécial qu'il se propose, il obtiendrait une production plus soutenue, plus abondante et à moins de frais.

Il n'est pas indispensable, au reste, que les ouvriers soient rassemblés dans le même local : l'existence de l'atelier ne tient pas essentiellement à ce contact. Elle résulte du rapport et de la proportion des travaux différents et de la pensée commune qui les dirige. En un mot, la réunion au même lieu peut offrir ces avantages, lesquels ne doivent point être négligés : mais ce n'est pas ce qui constitue l'atelier.

Voici donc la proposition que fait le spéculateur à ceux qu'il désire faire collaborer avec lui : Je vous garantis à perpétuité le placement de vos produits si vous voulez m'accepter pour acheteur ou pour intermédiaire. Le marché est si évidemment avantageux, que la proposition ne peut manquer d'être agréée. L'ouvrier y trouve continuité de travail, prix fixe et sécurité ; de son côté, l'entrepreneur aura plus de facilité pour la vente, puisque, produisant à meilleur compte, il peut lever la main sur le prix ; enfin, ses bénéfices seront plus considérables à cause de la masse des placements. Il n'y aura pas jusqu'au public et aux magistrats qui ne félicitent l'entrepreneur d'avoir accru la richesse sociale par ses combinaisons et qui ne lui votent une récompense.

Mais, d'abord, qu'il dit réduction de frais dit réduction de service, non pas, il est vrai,

dans le nouvel atelier, mais pour les ouvriers de même profession restés en dehors comme aussi pour beaucoup pour les services accessoires seront à l'avenir moins demandés. Donc, toute formation d'atelier correspond à une éviction de travailleurs : cette assertion, tout contradictoire qu'elle paraisse, est aussi vraie de l'atelier que d'une machine.

Les économistes en conviennent : mais ils répètent ici leur éternelle oraison, qu'après un laps de temps la demande du produit ayant augmenté en raison de la réduction du prix, le travail finira par être à son tour plus demandé qu'auparavant. Sans doute, avec les temps l'équilibre se rétablira ; mais encore une fois, l'équilibre ne sera pas rétabli sur ce point, que déjà il sera troublé sur un autre, parce que l'esprit d'invention, non plus que le travail, ne s'arrêtera jamais.

Or, quelle théorie pourrait justifier ces perpétuelles hécatombes... « Quand on aura, écrivait Simondon, réduit le nombre des hommes de peine au quart ou au cinquième de ce qu'il est à présent, on n'aura plus besoin



## LA RÉVOLUTION RUSSE EN UKRAINE

MARS 1917 - AVRIL 1918

Tous les camarades Anarchistes voudront lire le beau livre que vient d'écrire Nestor Makhno, sur la Révolution russe, qu'il a vécue, et à laquelle il a participé avec toute son énergie et sa foi révolutionnaire. Le militant y puisera des documents indispensables et y étudiera l'action révolutionnaire lui permettant de poursuivre avec plus de

clairvoyance et de netteté sa lutte contre l'organisation bourgeoise et capitaliste.

LA RÉVOLUTION RUSSE EN UKRAINE est en vente à la Librairie Internationale, 72, rue des Prairies, Paris (20<sup>e</sup>). (Chèque Postal Férandel, Paris 586-65), au prix de 12 fr., 33 0/0 de remise à partir de dix exemplaires.

## Eclectisme ou Organisation

Il est certain que des camarades auront poussé de véritables hurlements en lisant dans le *Libertaire* de la semaine dernière, les statuts servant dorénavant de base à l'organisation des anarchistes-communistes révolutionnaires français, et pourtant cela était indispensable pour mettre fin au piètement sur place de l'anarchie depuis 1919.

Ce qui prouve qu'il y avait urgence à cela c'est la quasi unanimité des éléments sains de l'anarchisme à l'égard de la situation, sans s'être au préalable consulté et la majorité des motions émanant dans le sens de l'organisation obtenue au congrès. Mais exemples ont en effet montré que dans différentes réunions des contradicteurs nous ont reproché que nous ne représentions pas une doctrine sociale, que nous étions seulement l'expression d'une individualité et comme pour leur donner raison, des camarades ont souvent dit à la tribune après un premier contradicteur anarchiste-communiste : « Ce que veut dire mon prédécesseur n'a aucune valeur anarchiste, je vais moi, vous dire ce que réellement pensent les anarchistes de la question présentée. » Or, l'on peut juger de la stupeur d'une salle composée d'éléments moyens devant une telle diversion ; les plus sots de la réunion ont vite fait de dire : « Comment, voilà des individus qui ne peuvent même pas s'entendre entre eux, et ils veulent changer les bases de la société, qu'ils soient logiques avec eux-mêmes, et qu'ils sachent au moins se mettre d'accord sur certaines bases avant d'apporter ici leur point de vue. Voilà pourquoi il était logique de s'unir entre anarchistes-communistes sur des bases communes avant toutes un but précis, la révolution sociale.

Il est de toute évidence qu'il ne faut pas perdre de vue le but révolutionnaire de notre propagande et laisser de côté le paradoxe social (insoluble d'abord), à savoir, si l'on doit faire une révolution pour faire des hommes nouveaux, ou si l'on doit faire des hommes nouveaux pour faire une révolution, il nous faut travailler à provoquer au moyen d'une éducation rationnelle des minorités, à provoquer (en profitant des circonstances et des fautes gouvernementales) un mouvement d'insurrection, en lui donnant par les meilleurs plans d'action et de direction, la plus grande chance de succès.

Anarchistes-communistes nous considérons l'individu comme un élément de la société sans pour cela diminuer en rien sa personnalité, mais il serait fou de considérer la société (qu'il ne faut pas confondre avec l'Etat) comme une création factice de l'homme et qu'il peut détruire à son gré. Comme le dit Charles Gide dans un cours d'économie politique, la société est un fait naturel et les deux faits individu et société sont si intimement liés que l'un ne se rencontre dans l'univers l'individu sans la société ou la société sans l'individu. Bakounine avait déjà dit : *Il faut faire justice une fois pour toutes de l'individu, isolé ou absolu des idéalisations. Cet individu est une fiction pareille à celle de Dieu.* (Œuvres, Tome I, page 298.) Kropotkine écrivait également dans une brochure parue à Londres en 1893 et intitulée : « The state its historic rôle », que l'homme n'a pas créé la société, que la société est antérieure à l'homme (1) et je crois que raisonnant ainsi nous sommes bien plus près de la vérité que les individualistes à la Stirner, car on ne peut (Charles Gide, page 746) concevoir l'individu hors de la société que comme on peut concevoir un poisson hors de l'eau. Privé d'eau, le poisson n'en reste pas moins un poisson, mais c'est un poisson... mort.

Certains ont imaginé d'une association ecclésiastique ou se rencontreraient tous les anti-autoritaires ; or, les théories de Max Stirner ne peuvent nous permettre (c'est mon opinion personnelle) une pareille association, car au moment de participer à une action sociale quelconque, lesdites théories seront en contradiction avec notre action d'anarchistes-communistes et au lieu de faire œuvre utile, nous assisterons à nouveau à des discussions sans fins se terminant habituellement par une division du mouvement anarchiste et l'éclatement d'un journal.

D'autre part, comment pourrions-nous associer avec un individu qui met en pratique une telle théorie : *J'ai le droit de tout faire*, (1) Elle existe chez les animaux.

Quelle que soit la puissance de la majorité du parti communiste russe, elle n'empêchera cependant pas la minorité de progresser, car malgré tout il sera difficile de faire admettre à tout un monde — surtout après l'avoir présenté comme un dieu — que Trotsky est un traître à la révolution.

Un nouveau parti communiste verra sans doute le jour, avant peu, en Russie, qui opposera sa politique à celle du gouvernement actuel. Nous aurons donc, un parti de gauche, un parti du centre, un parti de droite se réclamant chacun du communisme, comme les radicaux, les radicaux socialistes, les républicains socialistes, se réclament tous en France de la Révolution.

Les anarchistes avaient prévu cette situation. Il y a longtemps qu'ils avaient dit que les luttes politiques, inévitables dans un pays organisé sur des bases autoritaires, égareraient la Révolution. Le temps a déjà, hélas ! prouvé que leurs prévisions étaient justes. L'avenir leur donnera entièrement raison.

Ce qui pourrait nous étonner, c'est qu'un moment même où la Russie fait appel pour assurer son équilibre politique aux démocraties des puissances extérieures, il se trouve des supposés anarchistes pour rallier le bolchevisme en pleine dégringolade.

## EN PROVINCE

## ANGERS

## UNE CONFÉRENCE SEBASTIEN FAURE

Sébastien Faure a fait le 8 novembre dernier une conférence sur le sujet suivant : « Si je mourais demain. » Malgré la pluie qui n'avait cessé de tomber depuis le matin, il s'est trouvé 600 auditeurs que la camarade Bonnet avait couverts et donna la parole à notre vieux camarade et ami qui, pendant deux heures, tint l'auditoire sous le charme de sa chaude et belle parole.

Après avoir passé en revue la guerre 1914-1918, la révolution russe et présenté ce que demandent les anarchistes, notre camarade fit appel à la contradiction, mais aucun contradicteur ne se présenta, malgré l'assurance qui nous avait été donnée par le parti communiste de nous envoyer un délégué pour exposer la doctrine autoritaire. Sur une question posée par un auditeur Sébastien Faure promit de venir faire une seconde conférence dans les prochains jours de pluie.

Notons en passant que de nombreux camarades de Trézé avaient tenu à assister à cette belle conférence malgré le mauvais temps.

## BÉZIERS

## ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION RUSSE

A l'occasion de l'anniversaire de la révolution russe, Monmousseau, de la C.G.T.U., était venu, la semaine dernière, apporter l'évangile communiste aux rayons à celles de la région biterroise.

Avant son exposé, le président lut une lettre du jeune Rumeau qui, parti dernièrement en Russie, fait une tournée en France ; sa lettre, qui dénote une intelligence digne d'un enfant prodige, a fait de notre camarade Monmousseau, nous donne un aperçu paradisiaque de la Russie des Soviets, à tel point, comme le fit remarquer notre camarade René Ghislain dans sa contradiction, que l'on peut soupçonner un maître invisible de lui avoir dicté la lettre en question, avec tous les apports de cette comédie. Il est, en effet, risible d'appréhender qu'un enfant de quinze ans a pu apprécier, durant un très court séjour dans un pays dont il ne connaît pas la langue, les beautés d'un régime social et encore moins les avantages accordés aux femmes enceintes.

Le secrétaire de la C. G. T. U. s'époumona ensuite dans des horloges d'indochinoir les fidèles, rien ne manqua à son panegyrique, pas même les insultes à notre camarade Makhno et l'affirmation que des anarchistes en voyage en Russie (tel Colomer) étaient enchanés du régime soviétique.

Notre camarade René Ghislain répondit à l'appel de la contradiction et remit les choses au point, c'est ainsi que pour Makhno la photo parue dans l'« Humanité » et reproduite dans le « Libertaire », avec l'explication au sujet du délégué de l'Armée rouge auprès de Makhno, n'obligeait Monmousseau aucune réponse ; au sujet des délégués envoyés en Russie, notre camarade fit remarquer que le traducteur est habituellement choisi bolcheviste, et la façon dont fut choisi le délégué pour les métallurgistes de Suresnes-Puteaux, comme l'a raconté la « Révolution prolétarienne » ; quant aux anarchistes partant en Russie, c'est leur affaire, surtout quand ils ont jadis écrit, paré et attaqué le régime de l'U. R. S. S. avec la plus grande violence.

Notre camarade posa une question précise au sujet des dettes russes, en demandant de dire deux mots après la réponse du conférencier à ce sujet ; or, le paiement des dettes du tsarisme fut trouvé tout naturel par Monmousseau, mais ce n'est pas la les « Cahiers du Bolchevisme » de septembre 1927 où, à la page 975, il aurait pu lire : « Payer les intérêts des emprunts contractés par le gouvernement hongrois, ce serait payer durant de longues années un tribut aux capitalistes. » Et le signataire de ces lignes n'est autre que Lénine, n'empêche que, dans maintes occasions, l'on se réclame les successeurs directs de Lénine.

Mais les contradictions ne se comptent plus pour les communistes français et, fidèles aux directives reçues de Moscou, ils changent subitement de tactique, comme l'a montré l'affaire Sacco et Vanzetti.

Jean-Christophe.

## BIZE

Notre camarade René Ghislain était venu samedi dernier parler de l'objection de conscience et de l'antimilitarisme, sujet plus que jamais d'actualité, vu les risques de guerre, chaque jour plus nombreux.

Après avoir montré comment l'enfant et le jeune homme sont amenés progressivement par l'éducation à admettre l'idée de se rendre à la caserne d'abord et à la guerre ensuite, il développa au milieu de l'attention générale le thème de l'objection de conscience, non celle de certains, conséquence de l'idéal religieux, mais le refus raisonné et clairvoyant de l'anarchiste qui reste révolutionnaire et partisan de la violence insurrectionnelle malgré son refus de participer à une guerre QUELLE QU'ELLE SOIT.

Un communiste de la localité vint lui porter la contradiction, après avoir parlé de la Russie des soviets, il essaya de confondre l'anarchisme-communiste révolutionnaire dont nous sommes partisans avec les mille théories anarchistes que différents ont préconisé et comme réponse, notre camarade lui fit connaître que fidèle au dernier congrès, nous avions décidé, au mépris de toutes les inepties débitées à ce sujet que nous étions organisés d'une manière logique et rationnelle, nous avons pu, nous pouvions parler de l'anarchie à une tribune — c'est son droit — mais qu'il ne pourrait se recommander de l'U. A. C. R. que s'il était d'accord auparavant avec son groupe, adhérent à une fédération appartenant à l'U. A. C. R.

Bonne soirée, qui promet de belles choses pour nos réunions prochaines prises, un groupe est formé, la semaine prochaine l'on

demandera le *Libertaire* pour le *ajuster*. Voilà les premiers jalons de posés, travaillons ferme pour notre organisation.

Daurin.

## NICE

## SOUS LE RÉGIME FASCISTE

Nous recevons de nos camarades résidant sur la côte d'Azur l'appel suivant que nous nous empressons de publier :

Aux camarades de France et du monde entier :

Les camarades résidant sur la Côte d'Azur portent à votre connaissance les moyens de répression et de violence dont ils sont victimes de la part des autorités de Nice et d'Alpes, dignes émules de Mussolini et de Primo de Rivera.

Journellement on procède à l'arrestation d'étrangers dont le seul délit est d'avoir des idées jugées subversives ; les expulsions sont nombreuses et tout individu frappé d'expulsion est mis en demeure de quitter immédiatement et, sans travail, et la région.

Les prétextes invoqués pour expulser nos camarades sont qu'ils n'ont pas leurs papiers en règle, ce qui est un infâme mensonge, car non seulement on leur enlève leurs papiers français mais aussi les papiers de leur nation d'origine.

Lorsque des libertaires ou des antifascistes sont arrêtés ils sont insultés de la façon la plus ignoble ; mais cela n'est rien, la majorité des détenus sont sauvagement frappés à coup de pieds jusqu'à ce que le sang sorte par le nez et par la bouche.

Durant la quinzaine écoulée le nombre d'arrestations s'élève à une trentaine, et presque toutes furent suivies d'expulsions. Et cette action est soutenue par nos complices du *Petit Nicaois* et de l'*Eclair* de Nice.

Camarades, de votre campagne contre le régime fasciste dépend la vie et la sécurité des compagnons anarchistes, résidant sur la Côte d'Azur.

## TOULOUSE

Les camarades militants du groupe de Toulouse prient les camarades militants et sympathisants de la localité d'assister nombreux, samedi soir 9 novembre, à 20 h. 30, salle des Jacobins, à la conférence qu'y donnera notre camarade Sébastien Faure.

Le sujet traité est « Demain ». Sujet éminemment intéressant, où Faure démontrera que notre doctrine n'est pas seulement négative, mais qu'elle est aussi réaliste, constructive ; notre camarade nous fera un schéma de ce que sera demain un Etat social libertaire. La conférence étant contradictoire, nous espérons que nos ennemis, que nos détracteurs voudront ajouter par leurs arguments un attrait de plus à cet exposé.

Le dimanche 20 courant, à 15 heures, nous donnerons à Comolliers, banlieue de Toulouse, une conférence où parleront Ghislain, de Montpellier, et Lentin, de Paris, sujet traité : « De grands inconnus : les anarchistes. » Nous espérons que les copains et sympathisants voudront bien y assister nombreux. La réunion aura lieu dans un des cafés du village.

Le soir du même jour, à 20 h. 30, petite salle de la Faculté, rue de Remusat, aura lieu la réunion du groupe à laquelle assisteront Sébastien Faure, Lentin, Ghislain. Des sujets très intéressants pour les camarades y seront traités. Au cas où la petite salle de la Faculté serait refusée, même jour, même heure, réunion du Groupe chez Trichoux.

## Pour que vive le Libertaire

## SOUSCRIPTION DU MOIS DE NOVEMBRE

Pierre Clos, 4 fr. 50 ; Mabire, 5 fr. ; Soucarret Joseph, 5 fr. ; Darissac, 1 fr. 50 ; Maurice Bonnet, 5 fr. ; Beppy, 25 fr. ; Achille Bile, 350 fr. ; Rudolph A., 18 fr. ; Davico, 10 fr. ; Marchal, Dravell, 100 fr. ; Paul Dhélias, 5 fr. ; Fernand Fortin, 1 fr. 80 ; Tirone Proudhon, 10 fr. ; Jahoreau, 5 fr. ; Respaud André, 80 fr. ; Ernould, 5 fr. ; Bouyer, Chichy, 7 fr. ; Roussel Elie et Tesco, 10 fr. ; Groupe de La Clotat, 41 fr. 75 ; Albi Eugène, 2 fr. 25 ; Dugues Orange, 3 fr. ; Remy Fernand, 4 fr. ; Voisin Jean-Marie, 17 fr. ; Emigrants bulgares en Yougo-Slavie, 70 fr. ; Emigrants, 26 fr. 40 ; Morain, 20 fr. ; A. O. S. P., 200 fr. ; Un copain de Boulogne, 10 fr. ; Pax, 10 fr. ; Bernaud, 30 fr. ; Liste Abbesse Marie, Le Havre, 20 fr. ; U. A. C., 238 fr. 50 ; Lucien Petit, 14 fr. ; Denegry, La Clotat, 100 fr. ; Ferrus Jean, 10 fr. ; Liste Donati, 15 fr. ; Liste Bevos Bessan, 15 fr. ; Gonzalez Majestic, 15 fr. ; un camarade italien, 1 fr. ; Denier, 2 fr. ; Housse, Rotterdam, 10 fr. ; Libertaire en haut, 2 fr. 50 ; Groupe idiste anarchiste, 10 fr. ; Nemo, 10 fr. ; Anonyme, 5 fr. ; Suzanne, 3 fr. ; Housse, Rotterdam, 10 fr. ; En achevant le livre de Makhno, 3 fr. ; Marbot, 5 fr. ; Aladenise, 3 fr. ; Perlat, en Barcelon, 7 fr. ; Raffier, 1 fr. ; Mornet Eléonore, 10 fr. ; Allais Jean, à Frontignan, 10 fr. ; Mme Vedrine, 10 fr. ; Mon soldat, 5 fr. ; J. Lacour, 5 fr. ; Antoine Pezenas, 5 fr. ; Richard, 10 fr. ; Un mineur retraité, 5 fr. ; Vivier Hubert, Duboussé, 6 fr. ; Guillevin, Paris, 10 fr. ; Mario Caréti, 5 fr. ; Pécot, 7 fr. ; Caillaud Octave, 9 fr. ; Giuseppe Sertori et 3 bigots de Margouville Fontan, Bordeaux, 60 fr. ; E. Clément, 5 fr. ; Jean Pascal, 8 fr. ; Maginot Henri, 8 fr. ; Richard, 10 fr. 50 ; Groupe de Bezons, 200 fr. ; Durand, Thionville, 5 fr. ; Soldat, 5 fr. ; Ernest Ancelet, les Gonesse, 5 fr. ; E. Logé, Bagnolet, 2 fr. ; Van Hèche, 4 fr. ; Benneure Paul, 15 fr. ; Volk Achille, 4 fr. ; Boivin Henri, 8 fr. ; Augusto Pierre, 2 fr. ; Robert, 10 fr. ; Faucier A., 5 fr. Total pour le mois de novembre, 1.916 fr. 70.

Pour atteindre les 3.000 francs, il manque donc encore une somme de 1.083 fr. 30.

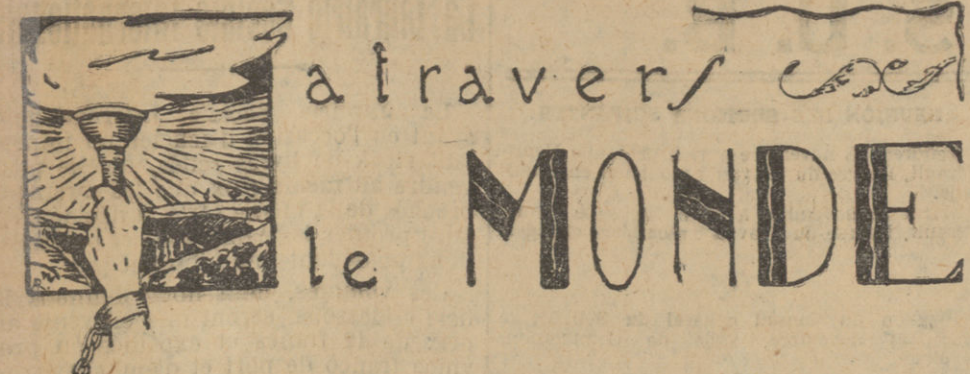
Avant la fin du mois, le *Libertaire* la trouvera-t-il ?

## Lecteurs, Amis, Sympathisants

Découpez ce coin de votre journal et vous vous trouverez en possession de la liste de souscription pour le mois de Novembre.

« Le Libertaire » demande à ses lecteurs le retour des listes avant la fin du mois.

Est-ce possible qu'elles reviennent accompagnées d'une somme de DEUX FR. 50 ?



## ANGLETERRE

## LE CABINET BALDWIN EST-IL MENACÉ ?

Nous avons la semaine dernière signalé la situation pénible des mineurs anglais, et la décision prise par certaines organisations de toucher à cet effet les membres du Parlement. Les députés travaillistes ont donc décidé de présenter un blâme contre le Gouvernement, sur le bureau de la Chambre britannique, considérant que le cabinet de M. Baldwin est responsable de la crise économique qui sévit dans le pays. Bien que toute l'opposition, composée des libéraux et des travaillistes fasse bloc contre le cabinet conservateur, celui-ci trouvera malgré tout une majorité pour résister à l'attaque, et il est douteux que M. Baldwin et son gouvernement soit mis en minorité avant les élections.

En supposant qu'à la suite de la consultation populaire — que le gouvernement conservateur cherche à retarder — l'opposition actuelle ait la majorité la situation économique et politique de la Grande-Bretagne ne sera cependant pas stabilisée.

Un gouvernement MacDonald ne sera pas plus heureux demain qu'il ne l'est aujourd'hui, et une participation gouvernementale avec les libéraux ne donnera que de piètres résultats. On a vu lors de la première expérience socialiste, que les ministres « prolétaires » ne faisaient en réalité pas mieux que les ministres bourgeois, et qu'ils étaient eux aussi liés aux institutions de la société moderne.

Si les puissantes organisations syndicales anglaises n'étaient pas corrompues par la tradition politique, il est probable qu'elles feraient plus de besogne que tous les membres du Parlement au service de Sa Majesté Georges V. Malheureusement les exemples du passé n'ont pas encore suffisamment éclairé le travailleur anglais, et il est probable que dans les prochaines élections il manifesterait encore sa confiance aux fanalons de la politique. Mais le préjugé parlementaire disparaîtra à la longue, et lorsque le prolétariat britannique prendra en main la direction de son action, avec son puissant instinct d'organisation, il évincera rapidement les vieux murs d'un impérialisme dont il a profité durant un certain temps, et dont il souffre terriblement aujourd'hui.

## GRÈCE

## VERS LA TERREUR BLANCHE

Une lettre d'Athènes à l'Agence des Balkans, dénonce l'activité réactionnaire du gouvernement de large concentration parlementaire, qui tente actuellement en Grèce un régime de terreur étatique.

Il est question, paraît-il, de mettre hors la loi le parti communiste hellénique qui a été déposé à la Chambre, de frapper les syndicats ouvriers de dissolution, d'empêcher la création de nouvelles organisations syndicales, de modifier le régime des facultés pour les étudiants, de détruire en fait la liberté de la Presse.

Le scandale est tel que des ministres même protestent. M. Papanastasi, démocrate, déclare qu'il n'accepte pas cette loi, et les amis de M. Métafas (royalistes modérés) critiquent le caractère dictatorial de la loi.

On a, naturellement, pour chauffer l'opinion, essayé de tirer parti de l'attention commise contre l'ami Coundouriotis par le nommé Zafiris Goussios. Ce dernier, qui a commis son acte sous l'excitation de la misère et de déboires personnels, n'a engagé la responsabilité que lui-même. On n'en a pas moins Zafiris Goussios d'être un « communiste ».

Des meetings de protestation ont été tenus pour protester contre le projet anti-ouvrier.

## HONGRIE

## BAGARRES ANTISEMITES (par lettre de Budapest)

Le gouvernement de Bethlen, ayant annoncé son intention de modifier la loi, qui exclut les Juifs de l'enseignement supérieur, a suscité un mouvement dans les milieux antisémites hongrois.

Les étudiants fascistes ne se contentent pas de rouer de coups les quelques Juifs qui ont été autorisés à suivre les cours des Facultés, mais ont, par la première fois depuis l'instauration du régime Horthy-Bethlen, manifesté contre la décision gouvernementale. Ces « hommes d'ordre » sont descendus dans la rue et ont déclenché des bagarres avec la police.

Le gouvernement a trouvé divisé : d'une part, il y a Bethlen, l'ami, le ministre des Finances et l'abbé Vass et, d'autre part, Rakowsky, le ministre de l'Instruction publique, patron des fascistes et l'homme de confiance de Horthy.

La protestation contre l'abolition partielle des lois antisémites n'est qu'une phase de la lutte entre les deux camps gouvernementaux ; d'une part, le comte Bethlen, sous la pression des banquiers anglo-saxons, et du Rothschild anglais lord Rothner tend à donner quelques satisfactions d'apparence pour attirer le capital juif ; d'autre part, les antisémites intransigeants sous le patronage de Horthy et de ses lieutenants terroristes ayant à leur tête le ministre de l'Instruction publique M. Rakowsky.

Pour le moment, Bethlen et les pseudo-libéraux semblent avoir cédé, car ils ont déclaré que le projet éliminant la modification des lois antisémites ne sera pas inscrit à l'ordre du jour et ils ont refusé de prendre des sanctions contre les violences antisémites.

Malgré la promesse gouvernementale de tout laisser en l'état, les manifestations n'ont pas pris fin ; au contraire, elles se sont étendues aux villes universitaires de province.

Ainsi, à Debrecen, à Szeged, et à Péco (Fonkichen), il y a eu des bagarres entre étudiants fascistes et étudiants juifs et, d'autre part, entre les fascistes et la police.

## MONTENEGRO

## LA FAMINE

À la Skoupchtina, le député Chaoulitch a adressé, le 3 novembre, au président du Conseil, une interpellation concernant l'état économique effroyable de la population du Monténégro. Il y constate que seule une aide immédiate et efficace pourra éviter des morts de faim en masse, et il s'indigne qu'on ne l'ait pas encore fait. L'hiver et le froid aggravent la situation de la population et empêcheront même le transport des vivres.

M. Chaoulitch demande donc que le Gouvernement prenne tout de suite des mesures suffisantes pour remédier à la situation. Il faut cependant remarquer que la crise

économique du Monténégro est depuis longtemps déjà devenue chronique. Elle n'est autre chose que le résultat inévitable du système économique imposé au pays par le gouvernement annexionniste de Belgrade.

## ROUMANIE

## QUE SE PASSE-T-IL ?

« Où va la Roumanie ? » demandait il y a quelques jours le rédacteur politique de la *Revue*. La question a-t-elle seulement besoin d'être posée ? La Roumanie va à la ruine. Et ce qui est plus grave, c'est que les gouvernements français, et par extension le peuple français tout entier, sont responsables de la situation désastreuse, politique et économique, dans laquelle se débat la plus grande des puissances balkaniques.

La presse française n'a pas lieu vraiment de s'étonner d'une situation politique roumaine qu'elle a cherchée, qu'elle a voulue. De tous temps elle a été complice des mesures d'arbitraire exercées directement ou indirectement par les frères Brătianu, et elle a soutenu sans réserve les gouvernants français du bloc national ou du bloc des gâchettes dans leurs intrigues balkaniques.

Lorsqu'au lendemain du voyage en France de feu le valet des Brătianu : le roi Ferdinand ; par une crainte et une haine irraisonnée du bolchevisme, la Chambre asservie refusa de traiter avec la Roumanie, elle alimenta, elle alimenta, le foyer de guerres civiles, de luttes politiques et sociales qui divisaient déjà à cette époque la Roumanie déchirée par des intérêts financiers et industriels particuliers. Plus récemment lorsque la mort du monarque posa d'une façon précise le problème de la succession, les hommes d'Etat français se prononcèrent, officiellement sinon officieusement, contre le prince Carol et ses partisans qui cependant, trouveraient une majorité en leur faveur, si le pays n'était pas enserré sous la dictature financière des frères Brătianu.

Les informations qui arrivent de Roumanie sont on ne peut plus brèves. Le pays est en effervescence. Jamais la situation n'a été plus trouble et le pouvoir des Brătianu, qui ô ironie ! représentent le parti libéral, est sérieusement menacé.

Mais les dictateurs roumains n'en ont pas un coup de force pris. L'arrestation de l'ancien sous-secrétaire d'Etat, Manolescu démontre que les frères Brătianu n'hésitent pas à employer tous les moyens pour se maintenir à la tête du gouvernement. Afin de poursuivre l'action réactionnaire et d'étouffer le procès de Manolescu, un censeur impitoyable a été rétabli, et le journal *Vitru*, organe gouvernemental, déclarait dans son article leader du 1<sup>er</sup> novembre dernier : « Le gouvernement a le droit de recourir à tous les moyens qui sont à sa disposition — et même ceux qui se trouvent au delà des mesures légales habituelles — pour que la légalité et l'ordre constitutionnel, ni l'idée monarchique ne soient ébranlées. »

Au cours d'une interpellation à la Chambre roumaine, M. Pompliu Ionitescu, député national-paysan, déclarait le 1<sup>er</sup> novembre dernier :

« En maintenant l'état de siège, on prolonge aussi la censure de la presse. On cette censure est « supprimée » définitivement et pour toujours par la Constitution de 1923. L'article 23 déclare d'une façon impérative qu'elle n'est pas permise, justement afin de prévenir tout abus possible. Or ces abus abondent partout et sont devenus même le régime normal de la presse en Roumanie. La Constitution est foulée aux pieds par la loi. Le Président du Conseil qui s'y réfère seulement lorsque les dispositions constitutionnelles correspondent à ses intérêts. »

En un mot, la Roumanie se trouve sous la botte dictatorial des Brătianu, comme l'Italie se trouve sous celle de Mussolini ; et lorsqu'un pays s'est laissé glisser et est tombé si bas, aucune action politique ne peut le sauver de la débâcle.

Si le parti national-paysan n'oppose au parti libéral que son respect des lois constitutionnelles, la Roumanie est perdue. C'est la révolte de tous les ouvriers, de tous les paysans, de toutes les minorités opprimées, par les financiers avides de l'intérieur et de l'extérieur, qui depuis la fin de la guerre exploitent honteusement la Roumanie.

Le parti français pourrait faire beaucoup pour son frère roumain. En s'associant à son action révolutionnaire, en protestant contre le soutien ignoble que les gouvernements français donnent aux despotes roumains, il travaillerait non seulement à la libération de la Roumanie tyrannisée mais aussi à la paix du monde.

## RUSSIE

## L'AFFAIRE TROTSKY

Trotsky et Zinoviev viennent d'être, affirmé-on, exclus du Parti communiste russe. Bien qu'aucune nouvelle officielle ne soit parvenue à ce sujet, l'exclusion des deux leaders de l'opposition serait cependant la conséquence logique de leur exclusion du Comité central. Ce qui est curieux c'est qu'à l'étranger et plus particulièrement en France les journaux officiels du gouvernement russe, sont à peu près muets sur les incidents d'une importance primordiale qui divisent à l'heure actuelle le parti communiste de Russie.

La mise à l'index de personnalités telles que Trotsky et Zinoviev sont cependant des faits qui ne peuvent être passés sous silence et qui méritent d'attirer l'attention, non seulement des bolchevistes sincères, mais de tous les révolutionnaires qui, depuis 1917, ont suivi avec intérêt l'évolution du mouvement bolcheviste. La position prise par Trotsky au sein du parti communiste russe n'a rien de commun avec l'attitude que les autres anarchistes révolutionnaires. Nous sommes aussi loin de lui aujourd'hui, qu'hier, car la politique de Staline-Boukarine découle directement de la dictature qui s'exerce en Russie depuis dix ans, et si Trotsky avait su conserver une position prépondérante au pays des Soviets, il aurait agi sans aucun doute envers ses adversaires de la même façon dont ses adversaires agissent envers lui.

Cependant pour qui connaît tant soit peu le mouvement bolcheviste, c'est Trotsky qui reste dans la tradition révolutionnaire bolcheviste et incontestablement la majorité s'oriente à droite.

Que les nécessités gouvernementales aient obligé les dirigeants russes de s'appuyer sur certains éléments bourgeois, n'est pas la question. Ce qui ressort nettement de la situation actuelle, c'est que l'on peut affirmer que la révolution russe est virtuellement terminée, et que la Russie est à présent dans une ère de luttes politiques.



